



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

SUPPLEMENT AU C.P.S. N° 40

22 NOVEMBRE 1991

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

DECLARATION DU COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

L'ARRET DE MORT DU P.C.I.

Réunie les 26 et 27 octobre 1991, une "Conférence nationale de la section française de IVe Internationale CIR - Parti Communiste Internationaliste" a décidé la liquidation de ce parti. Ce n'est pas même un congrès, préparé par une large discussion, qui a pris cette décision, mais une conférence réunissant les délégués du précédent congrès, moins ceux qui, depuis ont été exclus. Les militants ont appris cette décision en lisant le bulletin intérieur où sont publiées deux résolutions votées à "l'unanimité" et des "Propositions soumises à la discussion du secrétariat national du MPPT du 22 octobre 1991 (en cours de discussion)" ainsi que "Quelques réflexions sur les problèmes d'organisation du PT et du courant IVe Internationale en son sein". Or, ce sont ces "réflexions", non votées par la conférence, qui établissent ce qui va advenir du PCI.

Leur point 3 est intitulé "Le courant IVe Internationale". On y apprend que :

«L'organisation du courant IVe Internationale doit permettre de répondre à un double besoin :

Ne pas dresser les instances de la IVe Internationale comme le lieu où se décident, à la place des adhérents du PT, l'orientation et la politique du PT. D'où la transformation du PCI en "courant IVe Internationale (communiste internationaliste) du PT", d'où le passage des réunions de cellules du lundi aux réunions de groupes d'adhérents du jeudi (après les instances du PT). D'où, enfin, le "transfert" aux instances du PT : diffusion d'IO, campagne financière, organisation des adhérents du PT, mais aussi transformation des

commissions (ouvrières, enseignants, commissions professionnelles) en instances du PT lui-même.

Mais en même temps, les adhérents de la IVe Internationale ont le droit, et le devoir, de pouvoir se réunir, discuter de la politique de la IVe Internationale, de se constituer en courant sur la base du programme de la IVe Internationale.

La modification majeure s'exprime dans le fait que les trotskystes étant courant du PT, les activités et la vie propre de leur courant s'insèrent dans l'activité et la vie du PT. En ce sens, les réunions des adhérents du courant IVe Internationale sont ouvertes à des représentants d'autres courants du PT s'ils le souhaitent.

Concrètement, la constitution du PT rend possible que l'ensemble des adhérents de la IVe Internationale sur une localité se réunissent tous ensemble en assemblée hebdomadaire du courant IVe Internationale (même si cela fait des réunions de 20 ou 25 camarades).

L'ordre du jour de ces réunions doit être soigneusement préparé, prenant en particulier appui sur l'élaboration et l'activité de la IVe Internationale, ses publications (Vérité, TI), en même temps il s'agit de faire des groupes du courant IVe Internationale le lieu où le point de vue marxiste s'exprime et se développe.

Les réunions de groupes d'adhérents IVe Internationale sont appelés à revêtir un caractère de formation au marxisme qui reste notre méthode mais que nous ne cherchons pas à imposer aux autres courants.»

"ICI VECUT LE PCI"

C'est l'arrêt de mort du PCI : mort politique, mort organisationnelle. Plus d'indépendance politique des "trotskystes" : ils doivent appliquer la politique du PT. De

fait, ils n'ont même plus le droit de se réunir indépendamment puisque leurs réunions sont "ouvertes" (gentil euphémisme) aux "représentants d'autres courants du PT". Les "trotskystes"

en sont réduits à donner, une fois par semaine, des cours du soir portant sur "le marxisme". Les moyens de toute activité propre du "courant IVe Internationale (communiste internationaliste) du PT" sont confisqués (commissions), de décision politique également : plus de réunions de cellules mais éventuellement des assemblées réunissant "20 ou 25 camarades", et encore, ils devront se réunir le jeudi soir "après les instances du PT". Quelles seront les structures du "courant IVe Internationale" ? Mystère.

Bien entendu, il est affirmé que ce "courant" se constitue "sur la base du programme de la IVe Internationale". Mais le PT se forme, lui, "sur la base (d'une) plate-forme d'action politique" (point I des statuts) qui est radicalement contradictoire au programme de la IVe Internationale (voir article analysant cette plate-forme politique). Quand et où a-t-on vu qu'un "courant" pouvait vivre dans les conditions énoncées par le texte ci-dessus ? D'ailleurs, le point 6 des statuts du PT spécifie :

«Les adhérents du Parti des travailleurs ne peuvent appartenir à un autre parti politique, ni à un groupement, quel qu'il soit, relevant directement d'un autre parti.»

"IVe Internationale-CIR" est-elle un parti ou un cercle de discussion ?

En prévision des statuts du PT, le texte "Quelques réflexions sur les problèmes d'organisation du PT et du courant IVe Internationale en son sein" (point I "L'organisation des militants"), indique :

DU "PCI DES 10 000"...

En quelques lignes, les promoteurs du Parti des travailleurs ont écrit l'oraison funèbre du PCI :

«1 - La proclamation du Parti des travailleurs procède de l'activité devant permettre aux militants groupés sur le programme de dépasser la position qui a été jusque là la nôtre : celle d'une organisation dont le stalinisme a réussi à la placer dans une situation "d'émigrés dans notre propre classe" (cf. Quelques enseignements de notre histoire, actualité du programme de transition).

2 - Le travail accompli depuis la guerre et, plus particulièrement depuis 1958, dans l'intervention politique dans la lutte des classes définie et conduite sur une ligne de principe, a permis la constitution du PCI qui, certes, constitue une force militante n'ayant pas d'équivalent dans le passé de la IVe Internationale, mais qui, comme organisation, n'a pu créer de véritables liens de parti avec la classe.

Sous cet angle, il existe une contradiction entre la politique, les tactiques et les mots d'ordre (élaborés par le PCI) qui, généralement répondent aux besoins politiques des masses et ces liens organisés qui ne sont pas des liens de parti.»

Voilà qui est pour le moins rapide et cavalier. Le XXIIe congrès de l'OCI (8 au 11 février 1979) fixait à celle-ci l'objectif de regrouper dès le XXIIIe congrès, 10 000 militants. La résolution politique affirmait :

«Nous pouvons (...) en nous appuyant sur le chiffre

«Le bureau de section PT organise et règle de manière majeure et souveraine toutes les questions d'intervention et de construction du PT sans qu'elles aient été pré-traitées dans les réunions.

Se tenant immédiatement après la réunion de bureau du PT, la réunion des adhérents du courant IVe Internationale évite de refaire la même réunion et inscrit sa discussion dans le cadre des décisions prises par le bureau du PT et communes à tous les adhérents.»

En clair : toute élaboration politique est interdite au cours des réunions du "courant IVe Internationale".

Les "Propositions soumises à la discussion du secrétariat national du MPPT du 22 octobre 1991" dérobent au PCI ses locaux :

«La constitution d'un parti des travailleurs exige un autre type de local central. Nous pourrions envisager une formule visant à ce qu'une partie du 87 (par exemple un corps de bâtiment) soit louée en tant que tel au PT (à des conditions financières qui n'impliquent pas une aggravation des charges par rapport au 35).»

Les responsables de cette politique vont-ils faire apposer une plaque au 87 faubourg Saint-Denis sur laquelle ils feront graver : "Ici vécut le PCI. Il a été liquidé pour cause de trotskysme", signé : "les partisans de la "démocratie"".

atteint de progression de l'organisation (5079 militants), en élaborant une politique d'intervention dans la lutte des classes, en relation avec l'analyse et les perspectives politiques de la situation, nous fixer raisonnablement l'objectif des 10 000 pour le XXIIIe congrès du PCI.»

Mais ce qui fut appelée l'affaire Berg révéla notamment que les effectifs de l'OCI en province (et aussi dans la région parisienne) étaient considérablement gonflés. Au XXVIe congrès, l'OCI décidait de reprendre le nom de PCI. Non seulement l'objectif du "parti des 10 000" était repris, mais la transformation de l'OCI en PCI signifiait qu'il s'agissait de construire un parti influençant le développement de la lutte des classes et postulant, finalement, à prendre, à la tête de la classe ouvrière, le pouvoir.

Au XXVIIIe congrès (20 au 23 avril 1984) l'objectif du "parti des 10 000" était encore réaffirmé :

«Nous sommes 5700. C'est très exactement en mai 1981 que pour la première fois le PCI a atteint le chiffre de 5617. Le problème du parti des 10 000 est le problème le plus important qui se soit jamais posé à une organisation trotskyste dans le monde. Il a occupé le PCI depuis 1979 et continue d'être le problème central à résoudre.

Après les rectifications opérées après le 22e congrès où, comme on le sait, un coup important nous a été porté, nous sommes en janvier 1980 : 3840.

En janvier 1981, nous sommes 4760. En mai 1981, 5617. Et nous atteignons 6332 en mai 1983. C'est le chiffre le plus élevé. En fait, nous tournons depuis autour des 6000.»

Cambadélis, auteur de ce rapport préparatoire au XXVIII^e congrès du PCI, écrivait encore :

... A SA LIQUIDATION

Mais, contradictoirement, au 28^e congrès, la perspective de la construction d'un "Parti des travailleurs" était ouverte :

«La proposition de s'atteler ensemble à la construction d'un Parti des travailleurs constitue une issue politique en tant que telle pour une fraction grandissante de la jeunesse.

Le congrès réaffirme solennellement : il n'est d'autre voie pour construire le PCI des 10 000 militants dans les plus brefs délais que celle de combattre pour construire le PCI qui combat pour la construction d'un Parti des travailleurs.»

Et «Le congrès invite à ne pas hésiter à engager tous les militants à constituer, à une grande échelle, des sections pour un parti des travailleurs, dans des relations avec des comités de soutien... d'une liste "Pour un Parti des travailleurs", liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le PCI, aux élections européennes.»

Quel pathos ! En même temps qu'est affirmé "nous construisons le PCI (naturellement à partir du Programme de transition)" tout est mis en œuvre pour constituer un autre parti... le Parti des travailleurs (bien entendu sur un autre programme).

La dernière évocation "du PCI des 10 000" est le fait du "Projet de résolution politique votée par le CC du 9 janvier 1987, préparatoire au XXXII^e congrès, congrès du PCI qui s'esr tenu les 6, 7, 8 juin :

«Pourquoi malgré les progrès que nous avons

«Concrètement cela signifie, aujourd'hui, que nous ouvrirons la perspective d'un PCI de 10 000 militants, afin de combattre sur le terme de l'alternative la plus favorable, à savoir la construction d'un parti révolutionnaire de la IV^e Internationale dans la crise révolutionnaire autour du PCI.»

enregistrés, pourquoi, ayant conservé l'acquis en dépit des coups qui nous ont été portés, n'avons-nous pas pu effectuer le pas décisif sur la réalisation de l'objectif que nous nous étions fixés, le parti des 10 000 ? »

Réponse : "le verticalisme" et un tas de mauvaises manières de ce genre ; l'orientation imprimée au PCI par sa direction n'est surtout pas mise en cause. Solution :

«Le rétablissement, dans toutes ses dimensions, de la méthode "objectif-résultat" est à présent la condition, par l'action et la réflexion, pour apprendre réellement la méthode du marxisme, unité entre la théorie et la pratique. Et c'est cette méthode qui peut répondre à la question : peut-on — et comment — garantir un nouveau développement organique du PCI sur l'objectif des 10 000 ? »

La résolution adoptée à l'unanimité par la conférence nationale des 26 et 27 octobre 1991 explique finalement :

«C'est ainsi que le premier grand pas que nous avons à réaliser est de proclamer un parti indépendant, un parti des travailleurs distinct.

Constituer le PT en surmontant définitivement l'ultimatum, l'objectivisme, l'adaptation, proclamer le PT indépendant les 10 et 11 novembre, c'est rendre possible la construction d'un parti ouvrier lié aux masses.»

Voilà, ce qu'en dernière instance, en gens d'expérience, les fossoyeurs du PCI affirment.

LE PCI POUVAIT SE CONSTRUIRE COMME PARTI

La reproclamation du PCI en décembre 1981 était politiquement justifiée. A sa proclamation, au 14^e congrès, en décembre 1965, l'OCI comptait trois à quatre cents militants. A la fin 1981, officiellement, elle en comptait 5900. En mai 1981 Mitterrand avait été élu président de la République. Après qu'il eût dissout l'Assemblée Nationale, une majorité de députés du PS et du PCF était élue, le PS à lui seul disposait de la majorité à l'Assemblée Nationale. Mais dès son élection à la présidence de la République, Mitterrand composait un gouvernement d'"Union de la gauche" : le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau. Inéluctablement un tel gouvernement devait pratiquer une politique de défense de la société et de l'Etat bourgeois, se comporter en "gérant honnête et loyal du capitalisme", se mouler dans les institutions de la Ve République, les utiliser et les défendre. Il devait inéluctablement heurter de front les aspirations des masses laborieuses (au premier chef de la classe ouvrière) et de la jeunesse. Ces conditions politiques étaient éminemment favorables à la construction du PCI, à sa transformation en un

parti ayant une influence de masse et jouant un rôle national, sans être pour autant, à courte échéance, le parti dirigeant du prolétariat.

Aux conditions suivantes : Défendre un programme d'action exprimant les intérêts du prolétariat, ses revendications ainsi que celles de la population laborieuse en général, visant à l'expropriation de la bourgeoisie. Situer le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau comme un gouvernement de collaboration des classes, soumis à la bourgeoisie. Montrer que, puisqu'il y avait une majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale, un autre gouvernement était immédiatement possible : un gouvernement PS-PCF sans représentant d'organisations et partis bourgeois. Un article de discussion publié dans le BI n° 1 préparatoire au 28^e congrès, daté du 17 janvier 1984, écrivait :

«Il faut affirmer : aucune confiance ne peut être faite à ce gouvernement. Il faut un mot d'ordre saisissable

pour les masses qui leur ouvre une voie politique sur la question gouvernementale. La possibilité de ce mot d'ordre existe en raison de la majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale : utilisons-là.

C'est nécessaire, c'est indispensable, comme centre politique d'un programme de défense de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses populaires qui met au premier plan : la satisfaction des revendications démocratiques, des revendications en défense du pouvoir d'achat et des conditions d'existence des masses, la défense des acquis ; la revendication du droit au travail (loi interdisant les licenciements), un programme qui réponde à la question, comment résoudre la crise : par l'élaboration et la mise en place sous contrôle ouvrier, d'un plan de production répondant aux besoins des masses populaires et brisant avec la loi capitaliste du profit — les nationalisations du crédit, des banques, d'une partie de l'industrie donnent les premières possibilités d'un tel plan.

C'est nécessaire, c'est indispensable pour aider les masses à s'engager dans les grands combats de classe, à aller vers la grève générale. Nous devons les aider à saisir qu'il existe un débouché politique autre que ce gouvernement, une autre possibilité gouvernementale. Dire qu'un gouvernement émanant de l'Assemblée Nationale ne serait pas un gouvernement ouvrier et paysan, pour s'opposer à ce mot d'ordre ne serait pas sérieux. Il s'agit de savoir s'il est un mot d'ordre ouvrant une voie aux masses et aidant à leur mobilisation et nous aidant à organiser une avant-garde politique liée aux masses, intervenant dans la lutte des classes pour préparer les combats à venir. Une chose est certaine : ce mot d'ordre met radicalement en cause le bonapartisme ; il concrétise ce qu'est le Front Unique en opposition au front populaire, à l'Union de

la gauche ; il concrétise sur le plan politique gouvernemental ce que signifie faire des pas en avant sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

Allons plus loin. Le gouvernement de Front populaire, d'Union de la gauche, concentre ce que sont les Fronts populaires, l'Union de la gauche. Ne pas mettre en cause, avec toute la souplesse nécessaire, les gouvernements de Front populaire, d'Union de la gauche, ce n'est pas mettre en cause le Front populaire, l'Union de la gauche, mais tendre à les "gauchir", à faire pression sur eux.»

Cet article soumettait au PCI la proposition suivante :

«Les suppliques aux dirigeants et aux députés du PS et du PCF ne changent rien. Aller voir en délégation les élus, les députés du PS et du PCF individuellement ou les groupes parlementaires du PS et du PCF ne peut pas être inutile. La limite est cependant vite atteinte. Ce n'est efficace que si cela s'insère dans un processus qui vise à l'organisation d'une avant-garde, à la mobilisation et à l'action des masses. C'est pourquoi il me semble (c'est simplement une proposition à discuter) qu'il faut d'ores et déjà, dans notre propagande, avancer des formules comme : "Faudra-t-il aller massivement à un million à l'Assemblée Nationale pour dire aux députés du PS et du PCF : nous ne vous avons pas élus pour couvrir cette politique mais pour une autre politique qui corresponde aux intérêts de la population laborieuse.»

D'autres articles de discussion, parus dans les BI préparatoires au 28e congrès ont fait écho à ce premier article. La direction du PCI a réagi en montant une machination qui lui a permis d'exclure de ce parti les opposants déclarés à son orientation politique.

DE L'OPPORTUNISME AU REVISIONISME

De longue date, une tendance à l'opportunisme s'est manifestée ponctuellement à la direction du PCI. Ce n'était pourtant qu'une tendance. Elle s'est exprimée fortement au début de l'année 1981 et sur une question clé. Le comité central à l'unanimité moins une voix contre a décidé de lancer un appel à voter dès le premier tour pour Mitterrand, candidat à la présidence de la République, au nom du slogan : "il faut battre Giscard d'Estaing" président sortant et à nouveau candidat. Certes, ce mot d'ordre allait avoir un important écho. Pourtant, il violait une position de principe. Aux élections, quelles qu'elles soient, les partis de la IVe Internationale présentent leurs candidats, défendent leur programme, déploient leur drapeau, pour autant qu'ils en ont les moyens politiques et matériels. Mais, de plus, l'élection à deux tours a au moins cet avantage : au premier tour chaque parti ouvrier présente son candidat ; au deuxième tour, désistement en faveur du candidat de ces partis le mieux placé pour battre le ou les candidats des partis bourgeois. Donc, il était tout à fait possible de dire : au premier tour, vote pour le candidat du parti ouvrier qui vous conviendra (cela en l'absence d'un candidat présenté par l'OCI) ; au deuxième tour désistement pour le candidat du parti ouvrier en mesure de "battre Giscard", tout candidat d'une organisation ou d'un parti ouvrier doit en prendre l'engagement dès avant le premier tour. Procéder autrement revenait à couvrir la politique et le programme mis en avant par le candidat Mitterrand. La suite a pleinement confirmée cette appréciation.

La direction du PCI a condamné toute caractérisation du gouvernement de "l'Union de la gauche", le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau, qui disait c'est un gouvernement bourgeois. Elle prétendait que les masses considéraient ce gouvernement comme "leur gouvernement". Ce n'aurait pas été une raison pour faire silence sur sa nature, mais de plus c'était faux. Au printemps 1982, le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau décrétait "la rigueur". "Informations Ouvrières" titrait : «Le gouvernement à la croisée des chemins». Si le gouvernement de l'"Union de la gauche" était "à la croisée des chemins", c'est qu'il pouvait aller dans le sens soit des intérêts du prolétariat, soit aller dans le sens de ceux de la bourgeoisie. Tout dépendait quelle classe, le prolétariat ou la bourgeoisie, exercerait sur lui la pression la plus forte.

Dans ces conditions, l'opportunisme de la direction du PCI allait rapidement se muter en révisionisme. Le 8 septembre 1981, le CC avait encore publié une déclaration intitulée : "On ne peut aller de l'avant si on a peur d'aller au socialisme". Au fronton d'un meeting qui s'était tenu le 23 octobre 1981, la banderolle centrale reprenait encore cette formule. Le 2 décembre 1983 se tenait un grand meeting central à Paris. La banderolle centrale de ce meeting était rédigée de cette façon : "Continuer ainsi nous conduirait à la

ruine. Front Commun pour faire aboutir les réformes indispensables”.

Qui ne devait pas “continuer ainsi” ? Le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau ? Qui “tous” ? Pourquoi “Front commun” au lieu de Front Unique Ouvrier ? “Front commun” entre qui et qui ? Pourquoi escamoter “des partis ouvriers et des centrales syndicales ? Pourquoi ne pas formuler l’exigence : qu’ils rompent avec la bourgeoisie. Mais quelles étaient donc ces “réformes indispensables” ? Et : que fallait-il réformer ? La société bourgeoise, le régime capitaliste ? C’était déjà très loin du programme de transition qui stipule :

TROTSKY ET LA “LIGNE DE LA DEMOCRATIE”

Trotsky écrivait :

«Pour ce qui est du capitalisme avancé, il a, non seulement dépassé depuis longtemps les anciennes formes de propriété, mais aussi l’Etat national, et par conséquent aussi la démocratie bourgeoise. La démocratie impérialiste pourrait et se désagrège (exemple : la Ve République NDLR). Le programme de la “défense de la démocratie” dans les pays avancés est un programme de réaction. La seule tâche progressiste est ici la préparation de la révolution socialiste internationale. Son but est de briser les cadres du vieil Etat national et d’édifier la société selon les conditions géographiques et techniques, sans douane, ni impôts médiévaux.»

Ensuite, Trotsky précisait ce qu’il faut défendre et comment :

«Cela ne signifie pas, encore une fois, une attitude d’indifférence envers les méthodes politiques actuelles de l’impérialisme ; dans tous les cas où les forces contre-révolutionnaires tentent de revenir de l’Etat

«La tâche stratégique de la IVe Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l’expropriation de la bourgeoisie.»

Corrélativement, la “ligne de la démocratie” et son mot d’ordre central pour “une Assemblée Constituante Souveraine” (quoique ce mot d’ordre ait été utilisé par éclipse) étaient officialisés. La Constituante Souveraine est une des formes du parlementarisme bourgeois, de la démocratie bourgeoise. (Voir dans ce numéro spécial de CPS, la critique du “projet de plateforme politique du PT”).

“démocratique” pourrissant, en arrière, vers le particularisme provincial, vers la monarchie, la dictature militaire, le fascisme, le prolétariat révolutionnaire, sans prendre sur lui la moindre responsabilité pour la “défense de la démocratie” (elle n’est pas défendable !), opposera à ces forces contre-révolutionnaires une résistance armée, pour, en cas de succès, diriger son offensive contre la “démocratie impérialiste”. (Une leçon toute fraîche (sur le caractère de la guerre prochaine) (10 octobre 1938) - Œuvres, tome 19, page 67).

Trotsky condamne “la ligne de la démocratie”. C’est une vieille, très vieille lune. Il y oppose la défense des libertés démocratiques sur la ligne de la révolution prolétarienne, de la réalisation de la dictature du prolétariat sous la forme de la démocratie soviétique, la démocratie prolétarienne, vers la réalisation du socialisme.

Le 28e congrès allait consacrer cette politique et l’orientation vers le “Parti des travailleurs”, ce qui a abouti, par étapes successives, à la liquidation du PCI.

“IO” DEVIENT “L’HEBDOMADAIRE DU MPPT”

Une étape importante vers la liquidation du PCI fut le passage d’“Informations Ouvrières”, “organe du comité central du PCI”, à “Informations Ouvrières” “Hebdomadaire du MPPT”. La “Ile Convention nationale pour un Parti des travailleurs” des 4 et 5 mai 1985, décidait, sur proposition de la direction du PCI, d’élire le comité de rédaction d’“IO”. Le 1er congrès du MPPT (30 novembre, 1er décembre 1985) s’est carrément approprié la direction politique de “IO” qui devenait “Hebdomadaire du MPPT”. Le PCI était dépossédé

politiquement de son journal. Or, il ne peut y avoir de parti sans que ce parti ait son moyen d’expression, son journal. A propos de ce “1er congrès du MPPT”, force est de constater que les “courants” qui y participèrent, sauf naturellement le PCI, étaient complètement bidon. “Socialisme maintenu” était composé de militants du PCI investis en fraction dans le PS depuis des années. “Redressement Communiste” était constitué de militants du PCI qui, eux, avaient été investis en fraction dans le PCF. Par contre, c’est un aréopage de membres de l’appareil FO qui, dès son début, a contrôlé l’opération.

CONFUSIONNISME ET REALITE D’UNE POLITIQUE

Une des constantes de la politique de la direction du PCI et du MPPT a toujours été de refuser d’utiliser tout point d’appui réel pour la mobilisation des masses en vue du combat sur la question du gouvernement. Dès le 29e congrès du PCI (26 au 30 décembre 1984), la résolution politique prétendait :

«Le mot d’ordre de la manifestation “Un million à l’Assemblée Nationale” exprime non seulement l’extériorité mais est parfaitement ridicule. Dieu merci, nous en avons fini avec ces incantations qui ne sont que camouflage d’une politique de capitulation qui

n’aboutit qu’à protéger les appareils de la colère des masses.» (sic)

Pour couvrir leur politique — notamment en ce qui concerne le Front Unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, la mobilisation des masses pour qu’elles arrachent leurs revendications, la question gouvernementale — les dirigeants du PCI et le MPPT ont utilisé un confusionnisme savamment élaboré. Toujours leur politique a visé, elle vise encore, à couvrir celle que pratique l’appareil de Force Ouvrière (dernier exemple en date : la pseudo grève générale de FO du

24 octobre, organisée pour déboussoler un peu plus la classe ouvrière et permettre à la politique gouvernementale et patronale de s'appliquer). Au fond il s'agissait et s'agit de s'opposer au Front Unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, de brouiller toute perspective gouvernementale qui pourrait être ouverte aux masses. Tel est le sens de la formule caoutchouc, mystificatrice "unité des travailleurs et des organisations". Ainsi, la direction du PCI et le MPPT se sont opposés à l'appel à voter, au deuxième tour des élections présidentielles de 1988, Mitterrand pour battre Chirac et au deuxième tour des élections à l'Assemblée Nationale qui ont suivi sa dissolution, à voter soit pour le candidat du PS soit pour celui du PCF afin de battre les candidats de l'UDF, du

RPR et du Front National. De façon générale, ils se sont refusés de mener une campagne systématique pour que les dirigeants des centrales syndicales organisent, en Front unique, des manifestations nationales à l'Assemblée nationale lesquelles auraient exigé des députés du PS et du PCF : satisfaites nos revendications, rejetez les projets de lois réactionnaires. Pour donner le change, ils ont organisé "leurs" propres manifestations ou ont participé aux manœuvres dislocatrices de l'appareil FO, et, à l'occasion, de l'appareil stalinien de la CGT. Exemple : loi sur la Contribution Sociale Généralisée, loi sur le travail précaire, loi Quilès cassant les PTT et le statut de ses personnels.

DE LA CONFERENCE DE CARACAS A CELLE DE BARCELONE

Les militants du PCI puisaient leur vitalité politique aux sources de l'internationalisme prolétarien qui nourrissait leur volonté de reconstruire la IVe Internationale. Cette volonté des dirigeants l'ont utilisée et dévoyée. Ils s'en sont servis pour amoindrir et contenir les innombrables déconvenues des militants, en affirmant que le combat pour la reconstruction de la IVe Internationale progressait. En réalité ils ont projeté au niveau international la politique de construction de PT dans chaque pays. Exemples : Algérie, Espagne, Pérou, etc...

L'"Internationale" qu'ils prétendent construire est la négation de ce qu'aurait dû être la reconstruction de la IVe Internationale. Cette prétendue Internationale a ses origines dans la conférence de Caracas qui s'est déroulée sous le contrôle des castristes, que ceux-ci ont dominée et qui réunissait, sur la question de la dette, des organisations petites bourgeoises, pro-staliniennes et staliniennes. La conférence de Caracas s'est déroulée sur la ligne de la "coexistence pacifique" (voir en ce qui concerne Caracas, le supplément à CPS n° 15 : "Caracas : l'existence de la IVe Internationale menacée" (30 mars 1987)). L'aboutissant des multiples "conférences" qui ont

suivi, ce fut la conférence de Barcelone (3 au 6 janvier 1991). Cette conférence a refusé de se ranger inconditionnellement contre l'impérialisme, du côté de l'Irak et des peuples du Moyen Orient, pour la défaite de la coalition impérialiste. Son "Manifeste contre la guerre et l'exploitation" se contente d'abstractions : "Nous sommes contre la guerre, les peuples et les travailleurs du monde entier sont contre la guerre". A ce moment, la coalition impérialiste était à quelques semaines de déclencher les hostilités. Or, ce manifeste ne cite même pas le Moyen Orient, ne parle absolument pas des préparatifs militaires des impérialistes.

Les auteurs de ce manifeste ont fondé l'"Entente Internationale des Travailleurs". Elle les regroupe, les organise. Cette "entente" est cent fois pire que ne l'était le "bureau de Londres" (vois les Œuvres de Trotsky) qui s'était constitué pendant les années trente et que Trotsky a condamné. La prétendue "Entente Internationale des travailleurs" est totalement dominée, elle est entre les mains d'agents, de second ordre, des impérialistes.

LE TEST DE L'EXPEDITION IMPERIALISTE CONTRE L'IRAK ET LES PEUPLES DU MOYEN ORIENT

Lorsque l'on suit le parcours politique des dirigeants du PCI et celui du MPPT, on ne saurait s'étonner de ce qu'ils aient été à l'origine de ces conférences et en particulier de la conférence de Barcelone. Lors de l'intervention impérialiste contre l'Irak et les peuples du Moyen Orient, dans le cadre de l'"Appel des 75", ils se sont alignés derrière le PCF qui, au nom du "pacifisme" a soutenu la politique particulière de l'impérialisme français : "négociations", retrait du Koweït des troupes irakiennes, retrait du corps expéditionnaire. Pour toute organisation se réclamant de la IVe Internationale et de son programme, il ne pouvait y avoir qu'une seule ligne : inconditionnellement pour la défaite de la coalition impérialiste et la victoire de l'Irak, indépendamment du régime de Saddam Hussein. Cette orientation devait conditionner la politique suivie et les mots d'ordre mis en avant. Sur une question de cette nature, jamais les drapeaux de la IVe

Internationale n'auraient dû être mélangés à ceux des staliniens et des "pacifistes", agents de leur impérialisme, et confondus avec eux. Les guerres et les révolutions sont des tests décisifs quant à la nature des organisations.

Pour autant que de l'intérieur du PCI une puissante réaction ne se dégageait pas contre la politique de sa direction, qui est également celle de "IVe Internationale-CIR"; il y avait transformation de quantité en qualité : le PCI agonisait, il entraînait dans le coma. Sa mort, en tant qu'organisation trotskyste, était inéluctable. La conférence des 26 et 27 octobre, en décidant de dissoudre le PCI dans le futur Parti des travailleurs, prononçait son arrêt de mort en tant qu'organisation. La proclamation du prétendu PT les 10 et 11 novembre a également été le moment de l'exécution de cet arrêt de mort. Le PCI est mort. Rien ne le ressuscitera.

APRES LES EXCLUSIONS DU 28e CONGRES

Une partie importante des exclus du PCI, au 28e congrès et dans les jours et les semaines suivants, s'est regroupée et a formé le "Comité pour le redressement politique et organisationnel du PCI", ce qui impliquait la lutte pour le redressement politique et organisationnel de "IVe Internationale-CIR". Pour combattre sur cet axe, le Comité

entendait intervenir lui-même dans les processus de la lutte des classes et pour la construction du Parti Révolutionnaire en France, la reconstruction de la IVe Internationale dans le monde.

Le mouvement victorieux des étudiants de novembre-décembre

1986 a été le point de départ d'une nouvelle phase de la lutte des classes en France. En même temps, la politique révisionniste du PCI s'est développée, il a constitué le MPPT,

a abandonné entre les mains de ce dernier son journal "Informations Ouvrières". Une déclaration du Comité, datée du 23 janvier 1987, se conclut ainsi :

POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

De l'orientation que développe la direction du MPPT, à laquelle les militants du PCI (qui n'a plus d'intervention et de politique propres) sont soumis, au moment où commence une nouvelle étape de la lutte de classe en France, il résulte : une progression de la décomposition du PCI en tant qu'organisation trotskyste ; un affaiblissement non seulement du nombre de militants mais de la conscience politique de ceux qui restent au PCI. Sans abandonner le combat pour le redressement politique et organisationnel du PCI (à tout le moins pour sauver ce qui peut en être sauvé), le moment est venu de réaffirmer et de situer en toute clarté l'objectif du Comité : la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire en France.

La lutte des classes en France est partie constitutive de la lutte des classes en Europe et dans le monde. La révolution prolétarienne en Europe et dans le monde. Dans la période actuelle, révolution sociale, pour en finir avec le régime

capitaliste, et révolution politique, pour chasser les bureaucraties parasitaires du pouvoir politique, là où le capital a été exproprié, sont à l'ordre du jour. Ce sont des aspects indissociables de la révolution prolétarienne pour établir le pouvoir du prolétariat en Europe et dans le monde et construire le socialisme. L'action politique pour la construction du Parti révolutionnaire en France, la construction de ce parti, sont donc également indissociables de celles pour la construction de l'Internationale nécessaire à la victoire du prolétariat mondial et à la construction du socialisme. C'est sur la ligne de la reconstruction de la IV^e Internationale que se situe le "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire", comme il se situe entièrement sur le programme de la IV^e Internationale dont fait partie le programme de transition (l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale). Son activité politique inclut la lutte pour le redressement de "IV^e Internationale-CIR". (Le 23 janvier 1987).

SELON LA METHODE DE LENINE ET DE TROTSKY

Reprenant la méthode que Lénine et Trotsky ont utilisée vis à vis des II^e et III^e Internationales, le Comité a combattu pour le redressement du PCI et de "IV^e Internationale-CIR" tant que des événements majeurs de la lutte de classe n'avaient pas démontré qu'ils étaient irredressables, qu'en tant qu'organisations ils n'étaient pas passés du côté de la bourgeoisie, qu'ils avaient cessé d'être des organisations trotskystes. Le ralliement des partis socialistes et social-démocrates, membres de la II^e Internationale, au début de la première guerre mondiale, chacun à "sa" bourgeoisie (sauf le parti bolchevique, et le parti social-démocrate serbe) fut le test décisif montrant que ces partis et la II^e Internationale étaient passés du côté de la bourgeoisie, qu'ils avaient trahi les prolétariats de leur pays et le prolétariat mondial. Dès septembre 1914, Lénine déclarait : «il faut construire de la III^e Internationale». En 1933, le Parti Communiste Allemand, par suite de l'orientation que lui avait dicté la direction la III^e Internationale, avait capitulé sans combat devant la prise du pouvoir par Hitler et le parti national-socialiste, les nazis. Après avoir attendu plusieurs mois et ayant constaté qu'aucun parti, qu'aucune force importante ne s'était dressé pour dénoncer cette capitulation mais, qu'au contraire, les PC membres de l'IC l'avaient couverte, Trotsky écrivait le 15 juillet 1933 un article intitulé : «Il faut construire de nouveaux des partis communistes et une nouvelle Internationale» (Œuvres, Tome I, page 251).

Le "Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IV^e Internationale)" a maintenu son orientation de redressement politique et organisationnel du PCI et de "IV^e Internationale-CIR" tant qu'une possibilité de redressement a existé. Mais des événements d'une importance mondiale se sont produits : l'agression, la guerre de la coalition impérialiste contre l'Irak et les peuples du Moyen-Orient. Au cours de ces événements, le PCI et IV^e Internationale-CIR se sont alignés derrière les staliniens et les pacifistes de tout poil. Dans un supplément au n° 36 de CPS en date du 19 mars 1991, le Comité a analysé

leur politique. Ce texte est titré : "La politique de la direction du PCI et l'agression impérialiste au Moyen-Orient". Il se termine ainsi :

"La politique que la direction du PCI et le PCI ont suivie par rapport à la crise et à la guerre du Golfe pose problème. Dans les mois qui viennent, une fraction importante va-t-elle réagir ? Où en sont, où vont "IV^e Internationale-CIR" et le PCI ? Vont-ils pouvoir encore être caractérisés comme organisations trotskystes représentant la IV^e Internationale ? Il serait prématuré de répondre à ces questions. Mais lourde et pleinement engagée est la responsabilité des militants du PCI."

Pourquoi du PCI ? Parce que l'existence de "IV^e Internationale-CIR" dépend entièrement de cette organisation.

Dans un supplément au n° 37 de CPS en date du 15 mai 1991, le Comité a analysé la conférence de "IV^e Internationale-CIR" qui s'est tenue du 1^{er} au 3 janvier 1991 à Barcelone et la "Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière", qui s'est également tenue à Barcelone, mais du 3 au 6 janvier 1991. Ce texte intitulé : "A propos de deux "Conférences Mondiales" a montré : qu'en fait il n'y a pas eu de "conférence" de "IV^e Internationale-CIR" mais un simple simulacre de "conférence" ; que la décision de "reproclamer" à court terme la IV^e Internationale signifierait (comme pour la SLL en 1972) le court-circuitage de la lutte pour sa reconstruction, c'est-à-dire l'abandon de cette reconstruction.

La soi disant "conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière", le monstre politique dont elle a accouché, la dite "entente internationale des travailleurs", ont été et sont des rassemblements

"où des philistins (comme les appelait Trotsky) petits bourgeois ; des organisations et des regroupements

nourris des mensonges et tromperies des appareils traîtres au prolétariat ; des formations bourgeoises et petites bourgeoises "démocratiques" ; les vaticinations de groupuscules anarchistes ou anarcho-sindicalistes donnent le ton. Or, c'est la direction du PCI et de la "IVe Internationale-CIR" qui est l'initiatrice, la force motrice, l'organisatrice de cette "conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière". On mesure là son irrémédiable dégénérescence. Elle n'a plus rien à envier au pablisme."

C'est à ces monstruosité politiques que la reconstruction de la IVe Internationale est sacrifiée.

Ce texte concluait :

DU PABLISME AU COMITE INTERNATIONAL

En juin 1953, le prolétariat de la partie est de l'Allemagne s'est soulevé contre la bureaucratie du Kremlin et son agence est-allemande. Il ouvrait la voie à tous les mouvements qui depuis ont déferlé en Europe de l'est et en URSS et ont mis à l'ordre du jour la révolution politique nécessaire pour balayer les bureaucraties parasitaires et s'engager vraiment dans la construction du socialisme. L'heure de la IVe Internationale sonnait mais elle n'était pas au rendez-vous. Depuis 1951, le révisionnisme liquidateur s'était déclaré à sa direction et l'infectait. Cette direction s'est alignée en flanc garde de la bureaucratie du Kremlin qui, utilisant ses forces armées, ses tanks, a noyé dans le sang le soulèvement du prolétariat de la partie est de l'Allemagne.

Depuis 1951, la section française a mené combat contre le révisionnisme pabliste et donc contre la direction de la IVe Internationale. En 1952, le PCI a été exclu de la IVe Internationale mais il a poursuivi le combat pour son redressement. En réaction à la capitulation du Secrétariat International de la IVe Internationale devant la bureaucratie du Kremlin, la direction du SWP, dans une "lettre aux trotskystes du monde entier" publiée le 16 novembre 1953 a levé l'étendard de la révolte contre le SI. Elle a pris le relais de la lutte que le PCI avait engagée dès 1951. Le 23 octobre 1953, le "Comité International de la IVe Internationale" s'est formé.

MORT DU PCI, MORT POLITIQUE DE IVe INTERNATIONALE-CIR, DE LA IVe INTERNATIONALE

Les organisations qui sont restées dans le cadre du Comité International ont pris à charge la continuité du combat pour la reconstruction de la IVe Internationale. Mais en 1971-1972, ce qui restait du CI a, à son tour, éclaté. La direction de la Socialist Labor League, alors la plus puissante organisation trotskyste, a refusé de combattre pour la reconstruction de la IVe Internationale. Elle prétendait que la IVe Internationale n'avait pas été détruite comme organisation. Elle a fini par se présenter, elle et quelques uns des groupes gravitant autour d'elle, comme était la IVe Internationale. En même temps qu'elle faisait exploser ce qui restait du CI, la SLL décidait de se transformer en parti, le Workers Revolutionary Party (WRP). Depuis, le WRP a éclaté et son regroupement international s'est décomposé.

Depuis 1972, l'OCI qui allait devenir en 1981 le PCI, a été le cœur et la force, le moteur de la lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale. En juillet 1972 à son initiative et sous son impulsion, le Comité d'organisation pour la Reconstruction de la IVe Internationale (CORQI) se formait.

"La "Conférence mondiale de la IVe Internationale (Centre International de Reconstruction) et la "Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière" sont de nouveaux pas vers la liquidation de "IVe Internationale-CIR" en tant qu'organisation trotskyste. La "reproclamation" de la IVe Internationale, dans les conditions politiques actuelles, marquerait le point final de sa destruction en tant qu'organisation trotskyste." »

Les dirigeants du PCI ont eux-mêmes conclu en liquidant le PCI. Mais liquidant le PCI, ils ont par la-même liquidé "IVe Internationale-CIR" en tant qu'organisation internationale trotskyste combattant pour la reconstruction de la IVe Internationale et assumant ainsi sa continuité.

Sans la réaction du SWP, sans la formation du "Comité International", dès 1953, c'en était fini de la IVe Internationale, elle était morte en tant qu'organisation combattant sur le programme de la Révolution prolétarienne. Malgré cette réaction qui a assuré sa continuité politique, la IVe Internationale n'en était pas moins disloquée organisationnellement, donc politiquement. Il fallait la reconstruire.

Le "Comité International", dominé par le SWP n'a pas entrepris cette tâche essentielle. Tout au contraire, progressivement, puis définitivement, à partir de la Révolution cubaine un rapprochement s'est produit entre la direction du SWP (celle-ci considérait la direction castriste comme une "direction marxiste naturelle" (spontanément devenue marxiste)) et le SI. Un premier éclatement du Comité International a eu lieu. En 1963, le SWP, le POR chilien, l'organisation de Moreno ont rompu avec le CI. Ils ont rejoint le SI. Ensemble, ils ont formé le Secrétariat Unifié, avec lequel Pablo rompait. La "réunification" s'est faite sans aucune critique de la politique passée du SI et sur les bases du révisionnisme remis au goût du jour selon les exigences du moment. Le révisionnisme venait de faire un pas considérable. La liquidation de la IVe Internationale comme organisation trotskyste, se situant toujours sur son programme et l'appliquant concrètement, dans son activité politique, progressait.

Ensuite, ce fut "IVe Internationale-Comité International", fusion sans principe contre le CORQI et le groupe Moreno la "fraction bolchevik". Six mois après sa constitution, "IVe Internationale-Comité International" éclatait. En 1982, le PCI impulsait la formation de "IVe Internationale-CIR". Du "CORQI" à "IVe Internationale-CIR", ces regroupements internationaux n'ont existé, n'ont vécu que par l'impulsion, le soutien politique et organisationnel de l'OCI et ensuite du PCI. Sans lui, pas de "CORQI", pas de "IVe Internationale-CIR". Sans le PCI plus de combat pour la reconstruction de la IVe Internationale donc plus de continuité de celle-ci. L'OCI et le PCI ont mené ce combat, peut-être imparfaitement, mais ils l'ont mené. Jusqu'à ce que le PCI ait été à son tour atteint par le révisionnisme et finalement y ait succombé. Encore une fois "IVe Internationale-CIR" n'a existé et n'existe que par le PCI. Le combat pour la continuité de la IVe Internationale ne s'est poursuivi qu'autant que le PCI l'a mené et l'a impulsé. L'arrêt de mort du PCI est aussi l'arrêt de mort politique de fait de "IVe Internationale-CIR" en tant qu'organisation trotskyste, l'abandon du combat pour la reconstruction de la IVe

Internationale. C'est du même coup la IVe Internationale qui meurt. Depuis 1953 elle n'existait que par la lutte pour sa reconstruction et les organisations menant cette lutte. La mort du PCI, entraînant celle de IVe Internationale-CIR, comme

organisation trotskyste, entraîne également la mort de la IVe Internationale en tant qu'organisation trotskyste, combattant sur le programme de la IVe Internationale.

IVe INTERNATIONALE

Le programme de transition, "l'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale" le spécifie "*la IVe Internationale est née de grands événements de l'histoire*" mais ces événements ce furent les plus grandes défaites que la classe ouvrière internationale ait subies. Grâce à Trotsky, la IVe Internationale a rassemblé tout le capital théorique et politique d'un siècle de lutte de la classe ouvrière, de combats, d'action politique pour, au travers les Ière, IIe, IIIe Internationales, construire les organisations dont le prolétariat a besoin pour prendre le pouvoir et édifier le socialisme. Elle a tiré les

enseignements stratégiques et tactiques de la première période de la révolution qui va de la fin de la première guerre mondiale, de la révolution russe, aux terribles défaites de la décennie 30. Mais, contradictoirement, après l'assassinat de Trotsky, aucune direction à la hauteur des tâches que s'assignait la IVe Internationale ne s'est dégagée et constituée. La IVe Internationale est restée marginale. Finalement, la crise qui l'a disloquée en 1951 et 1953, n'a jamais été surmontée et résolue positivement, tel un cancer, elle a tué la IVe Internationale en tant qu'organisation trotskyste.

POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

On peut évidemment ressasser : "il faut reconstruire la IVe Internationale". Désormais ce serait simplement un acte de foi, l'affirmation mystique "hors de la IVe Internationale il n'est pas de salut". Comme les Ière, IIe et IIIe Internationales, la IVe Internationale a eu son histoire. Elle a rempli une fonction indispensable : sauvegarder les acquis théoriques et politiques dont il vient d'être question. Sur certains problèmes, ils ont même été enrichis au cours de la lutte contre le révisionnisme, pour assumer la continuité de la IVe Internationale, par exemple ceux de la révolution politique depuis que le processus qui y conduit a commencé en juin 1953 dans la partie est de l'Allemagne — avant que toutes les organisations qui se réclament d'elle ne succombent au révisionnisme. Un parti comme le POR de Bolivie avait réussi à devenir un parti exerçant une influence de masse. Des sections comme la SLL et l'OCI ont rassemblé des forces qui permettaient d'envisager la construction de véritables partis ouvriers révolutionnaires ayant une influence de masse. Mais là aussi, la conjonction de la pression de la bourgeoisie, des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, des organisations ouvrières traditionnelles, partis et syndicats, du révisionnisme, les conséquences de l'éclatement de la IVe Internationale ont fini par l'emporter.

Pas plus le Comité que qui que ce soit ne peut ressusciter la IVe Internationale comme organisation combattant sur ce qui fut son programme, pas plus que l'opposition de gauche ne pouvait ressusciter la IIIe Internationale dont le constat de mort, comme organisation combattant pour la révolution prolétarienne, a été dressé en 1933 par Léon Trotsky. Lors de

sa proclamation, en 1938, le programme de transition pouvait dire de la IVe Internationale :

«La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction prolétarienne. Les ouvriers avancés réunis autour de la IVe Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés en général. Ils lui proposent un drapeau sans tache aucune.»

Ouvriers et ouvrières de tous les pays : rangez-vous sous le drapeau de la IVe Internationale. C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»

Aujourd'hui ce n'est plus le cas, le révisionnisme pabliste, l'extension du révisionnisme jusqu'au PCI et à IVe Internationale-CIR, les implications politiques que cela a eu et a plus que jamais, ont souillé son drapeau. Il n'est plus celui des victoires prochaines ou lointaines, du prolétariat. Il couvre maintenant la politique et les organisations qui agissent en flanc-garde des partis et appareils syndicaux, agents de la bourgeoisie. Ceux qu'ils couvrent se dressent en obstacles supplémentaires à la construction des partis ouvriers révolutionnaires de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire dont le prolétariat a besoin pour prendre le pouvoir et édifier le socialisme. Le Comité affirme désormais qu'il combat pour une nouvelle Internationale : l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire, laquelle fera sien tout l'acquis théorique et politique des Ière, IIe, IIIe et IVe Internationales.

LE COMBAT DU COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Le Comité est placé devant une situation où : la bureaucratie stalinienne, son appareil international, les PC, les partis social-démocrates et socialistes, les appareils des centrales et organisations syndicales sont en crise ; où des couches de plus en plus importantes du prolétariat, de la jeunesse se détournent de ces partis, de ces appareils et les rejettent. La crise de l'impérialisme se poursuit et s'accroît, celle de la bureaucratie du Kremlin explose. S'il y a dissymétrie entre le mouvement des prolétariats des pays capitalistes dominants et ceux de la partie est de l'Europe et de l'URSS, les rapports entre les classes sont loin d'être stabilisés en faveur de

l'impérialisme à l'ouest et la révolution politique affleure à l'est. Or, pourtant, le prolétariat souffre de l'absence de perspective politique. Il est politiquement désorienté. On peut parler de la grande misère politique du prolétariat et de la jeunesse. Il y a décalage, désynchronisme, entre la crise du mouvement ouvrier et sa reconstruction sur un nouvel axe. La faillite de la IVe Internationale comme organisation se situant et combattant sur le programme de la révolution prolétarienne et sa transformation en nouvel obstacle à la solution de la crise de la direction révolutionnaire jouent à plein. Cette situation pèse et va certainement continuer à peser sur le Comité. Sa

tâche actuelle est de participer, tout autant que ses moyens le lui permettent, à la vie politique, d'intervenir au côté du prolétariat, en avançant son orientation politique dans la lutte des classes, de défendre les acquis théoriques et politiques que le programme de la IVe Internationale et la lutte pour sa continuité ont concentrés.

Bien entendu, le Comité ne considère pas que les militants du PCI, de l'IVE Internationale-CIR, ou d'autres organisations se réclamant de la IVe Internationale, sont, en tant que militants,

perdus pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire.

Ainsi, le Comité se préparera à participer aux processus qui, à plus ou moins longue échéance, se développeront inéluctablement et qui aboutiront à la reconstruction, sur un nouvel axe, du mouvement ouvrier.

Le 15 novembre 1991

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★

LE "PROJET DE PLATE-FORME POLITIQUE" POUR LA PROCLAMATION, LES 10/11 NOVEMBRE, DU P.T.

LE PROGRAMME C'EST LE PARTI

A la première page de plusieurs éditions du "Programme de transition", intitulé "L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale", figure cette citation de Léon Trotsky :

«La signification du programme c'est la signification du parti... Mais qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Sa cohésion réside dans une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune — c'est cela, le programme du Parti».

Les 10 et 11 novembre 1991 se tiendra une conférence qui proclamera le "Parti des Travailleurs". A cette conférence est soumis un projet de "Plate-forme politique", c'est-à-dire un programme qu'elle adoptera. Il est donc parfaitement légitime de juger de la nature de ce parti en analysant le programme qui lui est soumis et que sans nul doute il adoptera. D'autant plus que le projet de statuts, que le PT adoptera également, affirme que le "Parti des travailleurs" est :

«Une association libre et volontaire constituée sur la base de la plate-forme d'action politique adoptée par les délégués des comités locaux d'action politique... Est membre du Parti des travailleurs celle ou celui qui reconnaît la plate-forme d'action politique adoptée par son congrès constitutif».

L'analyse de cette plate-forme démontre qu'elle est en contradiction totale avec "le programme de transition" qui vise

à «la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir» ce qui est précisé de la façon suivante :

«La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeunesse). Il faut aider les masses dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience de larges couches de la classe ouvrière et conduisant, invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat (...) La tâche stratégique de la IVe Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie».

Le projet de plate-forme du PT se propose de réaliser "la démocratie". Angelo Geddo précise : «le retour au régime parlementaire». Analysons donc ce "projet de plate-forme".

DE LA CARACTERISATION DE L'EPOQUE ACTUELLE... AU NOM DU PARTI

Pour les militants qui se réclament de la IVe Internationale et de son programme, proclamer un parti est un acte décisif. Le programme de transition déclare dès sa première ligne «La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise par la crise historique de la direction du prolétariat» et sa première partie se conclut par : «La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire». Constituer un nouveau parti, un nouveau parti ouvrier, exige que cela soit justifié par des considérants qui se réfèrent : à la période historique actuelle, celle de l'impérialisme, celle des guerres et des révolutions, celle de la révolution prolétarienne à

son moment actuel ; au combat historique (y inclus la révolution d'octobre 1917) du prolétariat ; du cours suivi par les organisations politiques se réclamant du socialisme et du communisme, par les appareils des centrales syndicales ; à la question de la direction révolutionnaire du prolétariat. Voilà ce qui devrait être explicité dès les premières lignes du préambule. Ce n'est pas le cas.

Pour commencer : le nom du parti est équivoque. La classe ouvrière ne peut être représentée politiquement, en tant que classe, que par un Parti Ouvrier. La classe des "travailleurs" ça

n'existe pas. Il y a des travailleurs dans toutes les classes : la paysannerie ; la petite bourgeoisie et même la grande bourgeoisie. Ce n'est vraiment pas la peine de répéter sur tous les tons "nous reconnaissons la lutte des classes" pour, dès la dénomination du parti, mélanger les classes. Certes, il peut arriver d'utiliser dans le quotidien le terme "travailleurs" à la

place d'ouvrier, cela ne porte pas toujours à conséquence. Mais la dénomination d'un parti doit être la plus rigoureuse possible. Au contraire : l'appellation "Parti des Travailleurs" est équivoque ; un parti des travailleurs c'est un parti de plusieurs classes.

A PROPOS DES "DROITS" DE LA CLASSE OUVRIERE

"Le Préambule" est une suite de considérants vagues, flous, petits bourgeois et faux.

Si l'on parle des "droits fondamentaux de la population travailleuse" il faudrait dire que les "droits" de la classe ouvrière n'existent qu'autant que celle-ci les a conquis. Il aurait fallu reprendre, en le concrétisant, ce que Trotsky a écrit :

«Pendant de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire, cela est démontré en même temps par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail de la IIe Internationale

à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif».

Il aurait fallu dire clairement que dans la société capitaliste la classe ouvrière n'avait qu'un seul "droit", celui de vendre sa force de travail (les lois du marché font qu'elle ne peut pas toujours la vendre). Répétons-le, "les droits" qu'elle possède sont ceux qu'elle a conquis. Ainsi à la fin de la IIe guerre mondiale, par peur de tout perdre, la bourgeoisie a été contrainte de lui faire d'importantes concessions. Au contraire de ce que prétendent, les appareils, notamment des syndicats, ce ne sont pas eux qui les ont arrachés, mais le prolétariat par ses combats de classe. Les "droits" arrachés à la fin de la IIe guerre mondiale sont les sous-produits d'une vague révolutionnaire que les partis staliniens, social-démocrates et socialistes, les appareils syndicaux ont endiguée et faite refluer. En France : le PCF et le PS en participant aux gouvernements De Gaulle et ensuite tripartites (MRP-PS-PCF) ; les appareils syndicaux en soutenant, les uns et les autres, ces gouvernements et en contribuant à la reconstruction de l'Etat bourgeois et à la remise sur pied de l'économie capitaliste.

LA MONTAGNE ACCOUCHE D'UNE SOURIS

Dans le "Préambule" on lit :

«Le système fondé sur la propriété privée des moyens de production, d'échange et de crédit, entre les mains de la classe capitaliste (strictement parlant : c'est dans les mains de la bourgeoisie NDLR) s'avère, en France et dans le monde, impuissante à offrir autre chose que le chômage, l'appauvrissement généralisé, la remise en cause de toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques, la misère.»

Ce qui, dans la IVe Partie «Le Parti des travailleurs combat pour le socialisme et l'Internationale Ouvrière», point 3, est développé de la façon suivante :

«Le capitalisme est un système économique et social à l'agonie. Les experts des banques et institutions financières reconnaissent eux-mêmes qu'aujourd'hui les plus gros investissements de capitaux s'opèrent dans le système de la spéculation, dans les opérations financières liées à la drogue et au blanchissement de l'argent de la drogue et aux dépenses d'armement.

Le capitalisme qui, à son origine, a permis un gigantesque essor des forces productives, n'est porteur aujourd'hui que d'un parasitisme généralisé, dont la contre-partie est la destruction des forces productives — usines, machines, êtres humains.

Le système fondé sur la propriété des grands moyens de production est impuissant à résoudre les graves problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Mettre

en rapport les immenses possibilités offertes par les sciences et les techniques avec les immenses besoins de la vie du genre humain, organiser la production des richesses et leur distribution de façon à permettre à chaque être humain de vivre dignement de son travail, bref, rétablir la marche en avant de l'histoire et permettre un réel essor des forces productives, cela exige que l'humanité se libère des chaînes d'un système fondé sur le profit et la propriété privée des grands moyens de production.

C'est pourquoi le Parti des travailleurs estime que la réponse au problème majeur de l'avenir du genre humain ne peut se situer ailleurs que dans le combat pour le socialisme.»

Passons sur le caractère caricatural de cette description. «L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier» (Lénine). Comme on le sait, le capitalisme français, comme le capitalisme en général, fonctionne selon la logique A...A'. Partant, il développe obligatoirement la spéculation, le parasitisme, il génère une masse colossale de capital fictif, un endettement fantastique. Mais, sphère autonome du mode de production capitaliste, le capital financier ne fonctionne pas indépendamment de l'ensemble de ce mode de production. En dernière analyse, A...A' est dépendant de A-M-P-M'-A', c'est-à-dire de la production de la plus-value et de sa réalisation.

Mais laissons cela. Acceptons la description caricaturale du "Projet de plate-forme politique" et constatons que la

montagne accouche d'une souris. Pas un mot sur la nécessité d'exproprier la bourgeoisie de la possession des principaux moyens de production, d'échange et de crédit. Cette diatribe contre le mode de production capitaliste se réduit, en pratique, à la revendication de : «*Arrêt de toutes les privatisations et retour des toutes les entreprises publiques, de tous les services publics privatisés, en voie de privatisation, au statut antérieur*» (Troisième partie «*Le Parti des travailleurs combat pour la démocratie*», point 7, revendication d). A la IIe Partie «*La*

défense des droits et la lutte des classes», point 10, est revendiqué «*la confiscation des profits spéculatifs et l'interdiction de la spéculation immobilière*». Un point c'est tout. Au mieux (si l'on peut dire), c'est un retour, au moins sur ce point, au "programme commun de gouvernement" que Georges Marchais pour le PCF, François Mitterrand pour le PS, Robert Fabre pour les radicaux de gauche, signèrent le 12 juillet 1972. Il n'est même pas dit si cette "renationalisation" devrait être réalisée sans indemnité ni rachat.

UN "REFORMISME" ECULE

Dans la IIe Partie «*La défense des droits et la lutte des classes*», de longs développements sont consacrés "au droit au travail", "au droit à la protection sociale", "au droit à l'instruction", "à la défense des droits de la petite paysannerie". Cette partie se termine ainsi :

«Sans maîtrise et contrôle des moyens de production, avec la possibilité de rationaliser l'exploitation des richesses de la Terre, et cela à tous les niveaux, l'écologie pourra obtenir de petites avancées, sans effets positifs majeurs et durables. La question de base reste posée : allons-nous, oui ou non, laisser pourrir la terre au nom du libéralisme, de l'économie de marché, du profit ?».

Malheureusement, à cette question, le "Projet de plate-forme politique" ne répond pas. En ce qui concerne le "droit au travail" ce texte nous raconte une bonne blague : «*Lorsque les droits fondamentaux à l'emploi, au travail sont respectés, c'est que les travailleurs ont contraint le patronat à les respecter*». Pas si simple. Cela dépend d'abord de la conjoncture économique. A la fin de la guerre et dans les décennies qui ont suivi, le plein emploi a résulté de la conjoncture économique favorable, à une nouvelle et considérable réalisation de la plus-value (donc rendant nécessaire sa production) et à une nouvelle accumulation du capital.

Expliquer «*la satisfaction (du droit au travail) est la seule voie pour éviter la catastrophe économique et sociale*» est une ânerie que débitent depuis des décennies et des décennies les "réformistes"... (quand ils ne sont pas au gouvernement en tant

que gestionnaires de la société bourgeoise et de l'Etat bourgeois). Cette affirmation fait abstraction, ne tient pas compte, qu'il s'agit de l'économie capitaliste dont le moteur est le profit lequel dépend de l'exploitation de la force de travail : plus cette exploitation est intense, plus le taux de profit est élevé. Pour que le prolétariat arrache d'importantes concessions au capital, deux conditions sont nécessaires : que le taux et la masse de la plus-value soient les plus élevés possible, pour que le taux de profit soit élevé ; que le prolétariat engage de puissants combats.

Au lendemain de la guerre c'est la puissance du prolétariat qui a contraint le patronat : à signer "des conventions collectives reconnaissant l'existence de qualifications fondées sur des diplômes nationaux" ; à accepter "la création de statuts protégeant les fonctionnaires et agents des services publics ; l'instauration de la Sécurité Sociale garantissant, par un système de solidarité ouvrière, la protection des travailleurs contre la maladie, l'accident, la vieillesse" (IIe Partie - 3). Encore ne faut-il oublier qu'alors, le PCI soulignait les limitations et les pièges de ces réformes. Par exemple : Maurice Thorez est l'auteur du statut des fonctionnaires. Ce statut visait à restaurer l'Etat bourgeois, à lier à lui les fonctionnaires, à les soumettre à son autorité. Les aspects positifs, pour la classe ouvrière, de ces réformes, l'amélioration des conditions de travail et de vie, par rapport à l'avant-guerre, du prolétariat, l'augmentation de son pouvoir d'achat, n'ont pu être arrachés et maintenus, qu'autant que le taux et la masse de la plus-value produite et réalisée, croissaient, et que le taux de profit restait élevé.

OUBLIS ET OMISSIONS

Toutes les revendications concernant "le droit au travail", le droit à la protection sociale", "le droit à la sécurité", "le droit au logement", "le droit à l'instruction" sont a priori justifiées. Néanmoins, certaines de celles qui sont formulées dans "le projet de plate-forme politique" sont pour le moins étranges. Par exemple : "l'extension des droits de l'inspection du travail". L'inspection du travail est un organisme de l'Etat bourgeois. Ce qu'il faut c'est revendiquer l'interdiction de tout licenciement, le contrôle ouvrier sur l'ensemble de l'activité des entreprises capitalistes privées comme nationalisées ou considérées comme des "services publics".

ne repose sur aucune prise en compte d'une religion quelle qu'elle soit».

Ce qui revient à dire : le Parti des travailleurs est neutre vis à vis des religions. Les religions ne seraient-elles plus avec le goupillon des instruments de domination des classes exploiteuses ; ne seraient-elles plus, ainsi que Marx l'a écrit "l'opium du peuple" ?

Autres étranges omissions : la nationalisation de la médecine ; l'éjection des conseils d'administration de la Sécurité Sociale des représentants de l'Etat et du patronat ; le retour à un régime unique de la Sécurité Sociale ; la nationalisation de la médecine, des trusts pharmaceutiques, un service national de santé sous contrôle syndical, le paiement des charges indues de ce que le patronat doit à la Sécurité Sociale ; la nationalisation des terrains à bâtir ; un service national du logement placé sous le contrôle des locataires ; l'abrogation du statut spécial d'enseignement de l'Alsace-Lorraine, etc, etc... Autres curieux oublis : le rattrapage du

Autre exemple : "A l'école publique fonds publics ; à l'école privée fonds privés". Cette formulation va à l'encontre de la revendication de laïcité de l'école qui est : nationalisation de l'enseignement. Mais comment s'étonner que cette revendication ne figure pas dans un "projet de plate-forme politique" qui déclare :

«La religion est affaire privée. Le Parti des travailleurs

pouvoir d'achat perdu par les salariés depuis 1982 ; la revendication de l'échelle mobile des salaires ; la réduction des heures de travail sans réduction des salaires (35 heures, échelle mobile des heures de travail). Un ensemble de revendications est énuméré concernant "les travailleurs émigrés". Elles sont pleinement justifiées. Il est même écrit dans le "projet de plate-forme politique" : «*Les travailleurs immigrés sont partie*

intégrante du prolétariat français : toute atteinte au principe de l'égalité des droits entre les travailleurs français et les travailleurs étrangers est une attaque frontale contre les droits de l'ensemble de la classe ouvrière». Très juste. Mais alors, pourquoi ne pas revendiquer des droits politiques égaux pour les travailleurs émigrés à ceux dont jouissent les travailleurs français ?

"L FAUT CONQUERIR LE POUVOIR POLITIQUE"

Le "projet de plate-forme politique" constate : "*nous assistons aujourd'hui à un acharnement sans précédent des capitalistes pour reprendre une à une toutes ces conquêtes*". Il faudrait ajouter : et la bourgeoisie progresse sur cette voie. Pourtant, le prolétariat est aujourd'hui, objectivement, aussi fort qu'au cours des décennies précédentes, il n'a subi aucune défaite marquante. La bourgeoisie et ses gouvernements n'en sont pas moins passés à l'offensive contre les masses. Pourquoi cette offensive ? Parce que le capitalisme, et le capitalisme français en particulier, confronté à la concurrence internationale, à la relative étroitesse du marché mondial, pour défendre son taux de profit, n'a d'autre moyen que d'intensifier l'exploitation de la force de travail. La charge des revendications qui correspondent aux besoins de la classe ouvrière, si le capitalisme français était contraint de les satisfaire, précipiterait sa crise. Ce n'est pas pour cela qu'il faut y renoncer. La population laborieuse, la jeunesse ne peuvent accepter de subir les conséquences de la faillite du mode de production capitaliste.

Mais toutes les revendications importantes ne sont que poudre aux yeux si elles ne sont pas incluses dans la revendication qui les concentre et leur donne leur sens et leur portée : l'expropriation de la bourgeoisie de la possession des

principaux moyens de production, d'échange et de crédit ; l'établissement et la réalisation, sous contrôle ouvrier, d'un plan de production, plan établi en vue de satisfaire les immenses besoins des plus larges masses. De tout cela le "projet de plate-forme" ne souffle mot.

Trotsky écrivait dans "Où va la France" :

«Les plus grandes "concessions" dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison de la misère des masses et de la profondeur de la crise sociale.»

Après une parenthèse de plusieurs décennies, ce temps revient.

«Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.»

A PROPOS DU "GOUVERNEMENT D'UNITE DES TRAVAILLEURS ET DES ORGANISATIONS"

Or, en ce qui concerne la question du gouvernement et du pouvoir, tout ce que le "projet de plate-forme politique" avance c'est :

«La démocratie exige le combat pour un gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations, un gouvernement de sauvegarde du peuple travailleur et de la jeunesse, dont le premier acte serait l'abrogation des institutions de la Ve République et la convocation d'une Assemblée Constituante Souveraine» (Préambule)

Le contenu de cette formule est repris au chapitre III "*Le parti des travailleurs combat pour la démocratie*" point 6, sous la forme suivante :

«Toute la situation appelle la constitution d'un gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations, un gouvernement de sauvegarde du peuple travailleur. Le premier acte d'un tel gouvernement doit être d'œuvrer à l'établissement de la démocratie, en abrogeant les institutions de la Ve République et en convoquant l'Assemblée Constituante par laquelle le peuple souverain, par l'intermédiaire de ses représentants mandatés à cet effet, déterminera lui-

même, souverainement, la forme et le contenu de la démocratie.»

Qu'est-ce qu'un "gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations" ? S'il s'agit d'un gouvernement ouvrier et paysan, cela aurait été écrit noir sur blanc et nettement défini. D'ailleurs, en France, compte tenu du poids réciproque et des rapports entre les classes sociales, il faudrait parler d'un gouvernement ouvrier. La formule "un gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations" est délibérément équivoque. Les "travailleurs" il y en a dans toutes les classes sociales : la classe ouvrière, la paysannerie, les commerçants, les artisans, la petite et la grande bourgeoisie. "Les organisations" ce peut être n'importe quelles organisations, représentant n'importe quelle classe, n'importe quel groupe social. D'autant plus que le considérant du "Préambule" parle de "*parti se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie*". Au moment actuel tous les partis se réclament de la "démocratie". Un "gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations" ce peut être n'importe quoi, n'importe quel gouvernement de collaboration des classes. Ces formules ouvrent la voie à des gouvernements de Front Populaire. Le rapprochement entre les positions exposées dans une brochure du PCF, datant de septembre 1961 et s'intitulant "La lutte pour la démocratie", s'impose.

"LA LUTTE POUR LA DEMOCRATIE"

Dans cette brochure on lit :

«b) Notre programme de rénovation des institutions républicaines et de la vie nationale

1) Ce programme prévoit l'élection d'une Assemblée constituante dont la première tâche serait d'élaborer une nouvelle Constitution, un système de gouvernement démocratique.

Il ne s'agit pas de revenir à la Constitution d'hier (insuffisante), ni de ravauder celle d'aujourd'hui (à caractère monarchique) ; il s'agit de promouvoir une République réelle, de rénover la démocratie dans le même temps où elle sera restaurée.

Dans ce programme notre parti précise ce que devront être les caractéristiques essentielles d'une démocratie renouée qu'il propose d'inclure dans la Constitution nouvelle.

Il souligne le principe sur lequel doit reposer un gouvernement vraiment démocratique.

Le pouvoir suprême appartient dans l'Etat républicain aux représentants du peuple, ces derniers étant élus au suffrage universel, direct et proportionnel, et réunis en une Assemblée nationale unique, devant laquelle le gouvernement qui en émane est responsable.»

UNE PRECISION DECISIVE

Au point 6 de la IIe Partie du "Projet de plate-forme politique", une autre formule gouvernementale est utilisée :

«"Reconnaître la lutte des classes" pour un parti des travailleurs indépendant, c'est étendre cette reconnaissance jusqu'à la nécessité pour la classe ouvrière et la paysannerie pauvre d'établir leur propre gouvernement, un gouvernement unissant toutes les classes laborieuses des villes et des campagnes.»

Qu'est-ce que «toutes les classes laborieuses des villes et des campagnes»? La formule semble se rapprocher de celle d'un gouvernement ouvrier et paysan? Mais là aussi, s'il s'agit d'un tel gouvernement, pourquoi ne pas l'appeler par son nom? Pourquoi ne pas utiliser à chaque fois qu'il est fait référence à la question gouvernementale, la formule "gouvernement ouvrier et paysan"? Tout simplement parce que ce n'est qu'un alibi, un clin d'œil fait aux militants du PCI: "Voyez on n'est pas loin du gouvernement ouvrier et paysan". Le tract du MPPT qui appelle à la "grève de 24 heures" du 24 octobre, mot d'ordre lancé par l'appareil FO, clarifie. Il affirme :

«Les comités d'action politique dans le respect de

l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, qui d'ores et déjà regroupent des militants d'organisations diverses (MPPT, PCF, PS, ex-PCF, ex-PS, syndicalistes sans parti) veulent aider à la réalisation la plus complète.

C'est également pourquoi, sans esprit polémique, les comités d'action politique, dans tout le pays préparent la tenue d'un congrès constitutif d'un parti des travailleurs indépendants, cela pour étendre et amplifier l'aide à la réalisation de l'unité des travailleurs, paysans, jeunes, chômeurs et de leurs organisations, pour en finir avec cette politique entièrement au service des capitalistes.»

C'est clair cette fois. Les organisations des paysans se sont : la FNSA, le CNJA. Ce sont des organisations ultra-réactionnaires, dirigées par les gros agrariens, les cathos. Elles sont liées au RPR, à l'UDF quand ce n'est pas au Front National. Où conduit la "démocratie"? Est-ce avec ces organisations que le PT se propose de réaliser "l'unité" et pourquoi pas d'agir pour qu'elles participent à "un gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations"?

Ve REPUBLIQUE ET PARLEMENTARISME

Une phrase concentre ce "projet de plate-forme politique" :

«L'établissement de la démocratie, en abrogeant les institutions de la Ve République et en convoquant l'Assemblée constituante par laquelle le peuple souverain, par l'intermédiaire de ses représentants mandatés à cet effet, déterminera lui-même, souverainement, la forme et le contenu de la démocratie.»

Aucune analyse sérieuse n'est faite du régime politique que constitue la Ve République. L'objectif de la Ve République, au moment où elle fut constituée, c'était d'instaurer le corporatisme qui implique la destruction des organisations syndicales et politiques, de la classe ouvrière, en particulier, mais pas seulement. Le corporatisme exige que soient liquidées les libertés démocratiques dont parle Trotsky. La Ve République y a échoué grâce à la lutte de classe du prolétariat. En conséquence, la forme actuelle de domination de classe de la

bourgeoisie, la Ve République, est un bonapartisme bâtard. Le "projet de plate-forme politique" affirme que :

«La Ve République, dès l'origine, a cherché à remettre en cause (...) en particulier l'existence d'organisations syndicales indépendantes.»

Toute réserve doit être faite sur "l'indépendance" des organisations syndicales. Tout trotskyste sait, ou devrait savoir, que toutes sont liées par leurs appareils à la bourgeoisie, à son Etat, à ses gouvernements et cela depuis des dizaines et des dizaines d'années. Pourtant ce lien ne suffisait plus à la bourgeoisie.

Le "projet de plate-forme politique" poursuit :

«Depuis 1981, en France (et, sous des formes diverses, dans le monde entier), le cours s'est aggravé qui vise à intégrer les organisations syndicales à l'Etat, à la

gestion "tripartite", à les contraindre à des pseudo-négociations obligatoires, etc...»

Le "projet" raconte des histoires. La bourgeoisie, son Etat, ses gouvernements, le bonapartisme bâtard de la Ve République sont incapables de "contraindre" les organisations syndicales à se soumettre, à "participer". Tout au contraire, ils ont besoin des appareils syndicaux pour faire passer leur politique et ceux-ci collaborent volontairement avec eux. Plus encore, sans le soutien que lui apporte, les appareils syndicaux, la Ve République se serait effondrée depuis longtemps. Un des combats indispensables à mener pour abattre la Ve République est justement d'exiger que les organisations syndicales rompent avec la "participation" : du Conseil Economique et social aux organismes ad'hoc constitués dans les différents secteurs économiques, l'enseignement, la fonction et les services publics, les entreprises, etc... Le "projet de plate-forme politique" n'en fait pas mention.

La Ve République est une des formes de domination de classe de la bourgeoisie. Il faut se prononcer pour sa liquidation inconditionnelle, sans pour autant mettre en avant une autre forme de domination de classe de la bourgeoisie : le parlementarisme, par exemple. C'est pourtant ce que fait le

"projet de plate-forme politique" : l'Assemblée constituante souveraine n'est rien d'autre que le retour au parlementarisme bourgeois. Ajouter «*Par laquelle le peuple (toutes classes confondues) définira lui-même la forme et le contenu de la démocratie*» ne change rien à la nature d'une telle Assemblée, bien au contraire. Ce n'est pas une interprétation. Voici ce qu'Angelo Geddo écrit dans "IO" n° 1545 en date du 6 novembre 1991 :

«Toute action progressiste dans le sens d'un renouveau démocratique inséparable d'une démarche authentiquement socialiste, passe préalablement par la liquidation des institutions de la Ve République et le retour à un système parlementaire associant tous les citoyens (banquiers et manœuvres) à la vie politique de la nation.

C'est pourquoi il faut suivre avec intérêt et saluer comme il convient la conférence des 10 et 11 novembre prochains pour la constitution d'un parti des travailleurs.»

Mais que devient la formule "la démocratie dont le peuple choisira la forme et le contenu" ? Le choix est déjà fait !

RIEN SUR : L'ETAT BOURGEOIS, LA REVOLUTION PROLETARIENNE

En réalité, le mot d'ordre d'Assemblée Constituante souveraine prépare la ligne de repli de la bourgeoisie, de son Etat, de son gouvernement, au cas où la Ve République s'effondrerait ou serait balayée par un mouvement de masse. N'en déplaie aux auteurs du "projet de plate-forme politique", les formes de domination de classe de la bourgeoisie passent, l'Etat bourgeois et ses organes demeurent. Or, ils ne soufflent mot de cet Etat bourgeois et de ses organes : la caste des officiers, les forces de répression de toute sorte, l'administration, la justice, etc... Le suffrage universel, une Assemblée constituante ne sauraient détruire l'Etat bourgeois et pas plus constituer un nouvel Etat, l'Etat ouvrier. Seule pourra le faire la révolution prolétarienne. Les organismes de l'Etat ouvrier seront ceux que le prolétariat aura formés dans le processus révolutionnaire.

Il ne s'agit pas d'instituer une "démocratie" socialement

asexuée, du "peuple entier", mais d'établir la domination politique de la classe ouvrière, la démocratie prolétarienne. Pas un seul mot n'est dit sur la nature de l'Etat, sur ses organes, nul part il n'est fait référence à la révolution prolétarienne.

Au mieux, le "projet de plate-forme politique" prévoit le retour au parlementarisme bourgeois. Or, comment réaliser l'expropriation du capital sans révolution prolétarienne, sans détruire l'Etat bourgeois, sans que soit établie la domination de classe du prolétariat (la dictature du prolétariat), l'Etat ouvrier, la démocratie ouvrière ? Depuis longtemps les staliniens ont déclaré officiellement qu'ils étaient contre la dictature du prolétariat. Les pseudo-trotskyistes, de la direction de feu le PCI, sont également contre la dictature du prolétariat, mais sans le dire ouvertement.

PAS DE LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE, POUR UN GOUVERNEMENT DU F.U.

A ce point, l'on pourrait arrêter l'analyse de ce "projet de plate-forme politique". Mais d'autres constatations s'imposent. La première : comment ce fameux «*gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations... dont le premier acte serait l'abrogation des institutions de la Ve République et la convocation d'une Assemblée constituante souveraine*» accéderait-il au pouvoir ? On a beau lire et relire le "projet de plate-forme politique" on ne trouve aucune réponse à cette question. En fait, la nébuleuse formule "un gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations" est un trompe l'œil et un piège. L'objectif désigné, correspondant aux intérêts du prolétariat, devrait être un gouvernement ouvrier : «*c'est-à-dire un mot d'ordre anti-bourgeois et anti-capitaliste, mais en aucun cas dans le sens "démocratique" que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie*» (Programme de transition). Un tel mot d'ordre permettrait en effet : «*d'exiger de tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et parlent en leur*

nom, qu'ils rompent avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier.»

En France cela signifie : il est indispensable de combattre pour exiger du PCF et du PS qu'ils rompent avec la bourgeoisie, si engagés soient-ils dans la défense de l'ordre, de la domination de classe de la bourgeoisie dont la forme actuelle est la Ve République, de l'Etat bourgeois, dans la gestion de la société bourgeoise. C'est un levier indispensable pour mobiliser les masses et «*affranchir le prolétariat de la (ou les) vieille direction dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique.*»

En d'autres termes, il s'agit du combat pour le Front Unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, pour leur rupture avec la bourgeoisie, dont le sommet est le gouvernement de ce Front Unique : à l'étape actuelle un gouver-

nement du PS et du PCF sans ministres représentants des organisations et partis bourgeois. Le fait que depuis 1981, avec une interruption de 1986 à 1988, le PS et le PCF aient eu, à eux deux, la majorité à l'Assemblée Nationale pouvait, et peut encore, beaucoup faciliter cette agitation, à condition de s'adresser à la classe ouvrière, aux organisations syndicales en disant : il faut aller, au cours de manifestations massives, au cours d'une énorme manifestation de tous les prolétaires, leur

imposer qu'ils déclarent "nous décidons que, majoritaires à l'Assemblée Nationale, nous sommes souverains et que nous formons un gouvernement PS-PCF sans ministres des organisations et partis bourgeois". C'est une démarche qui n'a rien de parlementaire car elle serait déterminante pour la mobilisation des masses, dans la perspective de la constitution d'un gouvernement ouvrier.

UNE UNITE ORGANIQUE DONC DIFFERENCIEE

Selon la formule bien connue "l'ennemi est dans notre propre pays", pas d'internationalisme prolétarien sans avant tout combattre dans son propre pays pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, la prise du pouvoir par le prolétariat. "L'internationalisme" du "projet de plate-forme politique" est donc nécessairement un internationalisme de pacotille. La lutte internationale des classes est présentée ainsi qu'une addition de luttes nationales. Tout est mis sur le même plan :

«A l'échelle internationale, sous des formes qui varient, le même conflit oppose les travailleurs, les peuples, à l'ensemble des gouvernements qui appliquent les plans du Fonds monétaire international, de la banque mondiale, de la CEE» (Préambule).

Aucune différence n'est établie entre pays impérialistes dominants et pays semi-coloniaux. Dans ces derniers seulement et jusqu'à un certain point il y a une lutte des peuples opprimés et exploités. Mais rapidement les clivages de classes déchirent ces peuples. La bourgeoisie nationale, compradore ou embryonnaire, passe du côté de l'impérialisme. Seul le prolétariat est en mesure de poursuivre la lutte pour l'indépendance, les objectifs démocratiques, mener cette lutte à bien en relation avec le combat du prolétariat mondial et,

nécessairement en combattant pour ses objectifs spécifiques de classe. Dans les pays impérialistes il n'y a pas de lutte des "peuples", mais d'emblée et toujours lutte des classes entre la bourgeoisie et le prolétariat. Dans les pays capitalistes dominants, c'est directement contre leur propre bourgeoisie que les prolétariats ont à combattre pour porter au pouvoir des G.O.P. et établir leur domination de classe. Présenter, comme cela est fait, le FMI et la Banque mondiale, comme, efface la façon concrète dont se développe, dans ces pays, la lutte des classes. Le FMI, la Banque mondiale, ne sont que des instruments des impérialismes. Ce dont il s'agit, c'est, dans chaque pays, de lutter contre son propre impérialisme, c'est-à-dire la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement, pour le pouvoir, l'Etat ouvrier. En présentant ainsi qu'il le fait le FMI et la Banque mondiale, le "projet de plate-forme politique" donne à ceux-ci l'aspect d'une sorte de super-impérialisme, voire de mono-impérialisme, abstrait, qui se dresse face aux masses, la CEE étant une partie de ce super ou mono-impérialisme. Non, il n'en est pas ainsi. Chaque prolétariat des pays impérialistes est confronté à son propre impérialisme, il doit l'affronter et l'abattre en détruisant le pouvoir, l'Etat bourgeois de son pays et en instaurant sa domination de classe. La lutte de classe du prolétariat est internationale dans son contenu et nationale dans sa forme.

RIEN SUR : LA REVOLUTION POLITIQUE

Rien dans le "Préambule" à propos de l'URSS, des pays de l'Europe de l'est, de la Chine. Ce n'est que dans la IVe Partie, intitulée «Le Parti des travailleurs combat pour le socialisme et l'Internationale ouvrière», qu'il est question de l'URSS et des pays de l'Europe de l'est. Et encore, de quelle façon. Aucune référence à la Révolution d'octobre. Pourtant ce fut le plus haut sommet atteint par le mouvement international du prolétariat. Rien non plus sur l'isolement de la révolution russe, sur l'épuisement physique et politique du prolétariat de l'URSS et donc sur les conditions qui ont été à l'origine de la formation de la bureaucratie du Kremlin, de sa victoire sur le prolétariat qu'elle a refoulé du pouvoir politique, pouvoir qu'elle a monopolisé. Rien sur sa gestion de l'économie planifiée à partir de la propriété étatique des moyens de production. Rien sur le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie, sur sa "théorie" de la "construction du socialisme dans un seul pays", sur la "coexistence pacifique". Rien sur les accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Potsdam, le partage de l'Allemagne, de l'Europe et du monde en zones d'influence. La faillite de l'économie de l'URSS et des pays de l'est est donc incompréhensible, comme est incompréhensible

pourquoi ce n'est pas la faillite du socialisme et du communisme.

Par contre, totalement artificiellement, il est affirmé : «Les événements de l'URSS (marquent) la faillite du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production». Non. Ces événements marquent la faillite de la gestion par la bureaucratie de l'économie planifiée et de la pseudo "théorie" de la "construction du socialisme dans un seul pays"; ils signifient que la construction du socialisme est incompatible avec l'existence de bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, dont les intérêts exigent qu'elles pactisent avec l'impérialisme et finalement qu'elles capitulent devant lui. C'est seulement en prenant en compte tout cela que peut être soulignée la nécessité de la révolution politique qui chassera du pouvoir ces bureaucraties et les anéantira, qui permettra au prolétariat de se réapproprier ou de s'approprier le pouvoir politique. Alors est démontrée l'urgence de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes dominants pour que soit généralisée la propriété étatique des moyens de production et réalisée une planification européenne et mondiale de l'économie, base de la construction du socialisme.

A NOUVEAU SUR "LA PROPRIÉTÉ SOCIALE"

Mais le point V de cette IVe Partie du "projet de plate-forme politique" avance une formule magique : «*la propriété sociale*». Reportons-nous, une fois encore, à Léon Trotsky :

«La propriété privée, pour devenir sociale, doit inéluctablement passer par l'étatisation, de même que la chenille pour devenir papillon, doit passer par la chrysalide. Mais la chrysalide n'est pas un papillon. Des myriades de chrysalides périssent avant de devenir papillons. La propriété de l'Etat ne devient celle du "peuple entier" que dans la mesure où disparaissent les privilèges et les distinctions sociales et où, par conséquent, l'Etat perd sa raison d'être. Autrement dit : la propriété de l'Etat devient socialiste au fur et à mesure qu'elle cesse d'être propriété d'Etat.» (Révolution trahie).

De toute façon, alors même que le capital sera exproprié dans les pays capitalistes les plus développés, la propriété devra passer par le stade de la propriété étatique des moyens de production et ce ne sera que le dépérissement progressif de l'Etat ouvrier qui transformera la propriété étatique en propriété sociale. Réalisation de la propriété sociale et réalisation du socialisme sont synonymes. C'est seulement lorsque s'annoncera l'aube du communisme que la propriété deviendra sociale. Ou, pour dire les choses plus clairement : lorsque :

POUR BAKOUNINE CONTRE MARX ET TROTSKY

Les "anarcho-syndicalistes" reprennent les positions que Bakounine opposait à celles de Marx. Ils nient la nécessité d'un Etat ouvrier, de la dictature du prolétariat et de la lutte politique du prolétariat pour prendre le pouvoir. Ils préconisent, que chaque entreprise fonctionne de façon autonome (auto-gestion ouvrière) et par conséquent selon les lois du marché. Rappelons ce que Trotsky écrivait :

«Les rapports de propriété établis par la révolution socialiste sont indissolublement liés au nouvel Etat (à l'Etat ouvrier) qui en est le porteur. La prédominance des tendances socialistes sur les tendances petites bourgeoises est assurée non par l'automatisme économique — nous en sommes encore loin — mais par la puissance politique de la dictature. Le caractère de l'économie dépend donc entièrement de celui du pouvoir.»

La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée. Le lien obligé entre les trusts et entre les usines se romprait. Les entreprises les plus favorisées seraient livrées à elles-mêmes. Elles pourraient devenir des sociétés par actions ou adopter tout autre forme transitoire de propriété (la pseudo "propriété sociale" par exemple, ou encore

"l'administration des hommes succèdera l'administration des choses".

Mais pourquoi cette soudaine passion pour "la propriété sociale" ? Tout simplement afin de se mettre à l'unisson avec les groupes d'inspiration anarcho-syndicaliste qui, en URSS, réclament «*de placer la propriété entre les mains des comités d'auto-gestion ouvrière*». Le n° 1498 de "IO", en date du 5 décembre 1990, qui publie l'interview d'où cette déclaration est extraite, annonce : «*Deux représentants de ce syndicat, dont est également membre le cheminot V. Kassatkine, participeront à la Conférence mondiale ouverte de Barcelone*». Ils ont tenu à publier, au cours de cette "Conférence", une "résolution commune des anarcho-syndicalistes" intitulée "Fraternelle mise en garde sur le rôle et la place de l'Etat". On y lit :

«En tant qu'anarcho-syndicaliste, les soussignés mettent fraternellement en garde les militants ouvriers de toutes tendances sur les dangers que représentent les illusions entretenues sur le rôle et la place de l'Etat qui ne peut en aucune manière être considéré comme un moyen, même transitoire, de l'émancipation des travailleurs, qui, en tout état de cause, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

l'"autogestion ouvrière" (NDLR) telle que la participation des ouvriers aux bénéfices» (La Révolution trahie).

Toutes les affirmations "anti-capitalistes", "anti-restaurationnistes" n'y changent rien : la voie que préconise le "projet de plate-forme politique" est le plus sûr moyen pour briser la résistance ouvrière, le plus sûr chemin vers la restauration capitaliste. Le reste n'est que rideau de fumée.

Voilà qui éclaire cette phrase surprenante a priori :

«Les peuples de l'URSS et de l'est de l'Europe, qui viennent de se libérer des dictatures totalitaires, sont aujourd'hui confrontés au refus catégorique des capitalistes, encouragés par le FMI, de procéder au moindre investissement dans la production.» (Partie II, point 5).

Au fond, le "projet de plate-forme politique" estime que, conjointement à l'"auto-gestion ouvrière", "les investissements capitalistes", à condition que ce soit "dans la production", mettraient fin à la crise de l'économie de l'URSS et, par extension à celle des pays de l'Europe de l'est. Voilà ce qui est substitué au programme de la révolution politique, instaurant le contrôle ouvrier sur la production et la distribution, élaborant et réalisant (sous ce contrôle) un plan de production qui réponde aux immenses besoins des masses.

OUBLIS ET OMISSIONS

Du mot d'ordre — pourtant indispensable à partir de celui de la constitution de gouvernements ouvriers et paysans et de l'institution du pouvoir ouvrier dans chaque pays — des Etats Unis Socialistes d'Europe, il n'est soufflé mot. Pas plus qu'il

n'est soufflé mot de la dénonciation de la CEE, de l'ONU, du Pacte Atlantique, de tous les accords et traités impérialistes, notamment ceux qui subordonnent à l'impérialisme français les Etats de son ancien empire colonial.

Quant à la prétendue internationale, à laquelle le "projet de plate-forme politique" fait référence, il s'agit de "l'entente internationale" constituée à la conférence de Barcelone que le supplément à CPS n° 37 a analysé. S'y reporter.

Ce "projet de plate-forme politique" illustre que le PT sera une couverture politique de l'appareil Force Ouvrière lequel est lié à la bourgeoisie et à son Etat et a un faible pour les gouvernements dirigés par le RPR et l'UDF. Pour remplir cette fonction, tout en couvrant, il aura recours à des tonalités plus ou moins "gauches". Si nécessaire, comme le PCI et le MPPT l'ont été pendant l'intervention impérialiste au Moyen Orient, il se retrouvera au côté du PCF qui reste un parti stalinien lié à la bureaucratie du Kremlin.

Dans certains pays, où il n'y a jamais eu de partis représentants de la classe ouvrière, la constitution d'un authentique parti ouvrier (et non d'un parti des travailleurs)

s'appuyant sur la classe ouvrière et la représentant, serait un progrès politique considérable pour le prolétariat, la classe ouvrière devenant d'une classe en soi une classe pour soi. Mais le prolétariat français, où de longue date ont existé des partis représentant, a besoin, à l'étape actuelle, d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire. A ce parti il faut un programme qui traduise en termes français le "programme de transition" et corresponde à la période actuelle de la lutte des classes en France et qui (après la mort du PCI en tant qu'organisation trotskyste de la IVe Internationale) soit sur la ligne de la construction d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire.

Le 18/10/1991

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ - LOCALITE : _____
(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX

DECLARATION DU COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

LE TEMPS PRESSE

ATAQUE GENERALISEE CONTRE LES MASSE EXPLOITEES

- Baisse de 12 à 15 % du pouvoir d'achat depuis 1982 ; croissance vertigineuse du chômage (selon les prévisions et le mode de recensement officiels : trois millions de chômeurs avant la fin 1991).
- Institution de la Cotisation Sociale Généralisée, pas vers la fiscalisation de la Sécurité Sociale et la subordination de son financement aux besoins de l'Etat. Réductions multiformes des cotisations patronales et augmentation des cotisations des salariés ; réduction des dépenses de santé (enveloppe globale des hôpitaux, forfait hospitalier, remise en cause du remboursement à 100 %, "abonnements de santé", non remboursement de multiples médicaments, etc... ; remise en cause des retraites, retraites par "capitalisation" ; diminution des droits des chômeurs et des prestations qui leur sont servies ; remise en cause du Code du Travail, loi institutionnalisant le travail précaire, croissance des contrats à durée déterminée, accentuation de la "mobilité du travail", de la déqualification, de l'individualisation des salaires, de "l'intéressement", du travail posté ; commencement de démantèlement du statut des fonctionnaires, des statuts des entreprises publiques, loi Quilès disloquant les PTT et s'en prenant au statut de leurs personnels.
- Loi Carraz, loi d'orientation s'ajoutant à nombre d'autres lois adoptées et aux mesures prises depuis l'avènement de la Ve République codifiant le démantèlement du corps enseignant et de l'enseignement public livré au patronat, aux pouvoirs régionaux et locaux ; démantèlement de l'Université et de la recherche scientifique au moyen de multiples réformes et dispositions qui les livrent, elles aussi, au patronat et aux pouvoirs régionaux.
- Lois Auroux qui visent à organiser la "participation" des salariés et de leurs syndicats à la "prospérité", à la rentabilité des entreprises capitalistes, présentées comme les cellules sociales et économiques. (Les salariés devraient participer au bon fonctionnement du mécanisme de leur exploitation ; l'unité, comme classe, de la classe ouvrière devrait être détruite ; un pas devrait être fait vers le corporatisme).

Cette liste pourrait être considérablement allongée.

AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE ET DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Cette attaque généralisée contre les travailleurs et la jeunesse s'accompagne d'importantes dépenses consacrées au renforcement des forces répressives (police, CRS, etc...). Elle est à la base d'une politique de défense et de soutien économique, financier, politique, multiforme du capitalisme français dégénérant. Elle est d'autant plus nécessaire, pour les tenants du régime capitaliste, que la bourgeoisie française a des concurrents (Allemands, Japonais, Américains et autres), beaucoup plus puissants et que le régime capitaliste dans son ensemble est en crise.

Pour la défense des intérêts de l'impérialisme français, des troupes appartenant à l'armée française ont été intégrées au corps expéditionnaire dirigé par l'impérialisme américain, engagé contre l'Irak et les peuples du Moyen Orient. C'est toujours pour la défense des mêmes intérêts que les troupes françaises sont engagées dans des raids contre les masses populaires d'Afrique noire qui se soulèvent contre les régimes dictatoriaux, instruments de l'impérialisme français. C'est pour que cet impérialisme dispose d'une force militaire qui compte et pour ouvrir des marchés aux industriels de l'armement, aux marchands d'armes que des sommes considérables sont englouties dans les budgets de l'armée.

Tels sont les aspects saillants du bilan que les grandes masses tirent de dix années de présidence Mitterrand de la Ve République, de dix ans (sauf de la mi-1986 à la mi-1988) de gouvernements de collaboration d'abord entre le PS, le PCF et le Parti Radical et ensuite entre le PS et des hommes politiques de la bourgeoisie, des formations bourgeoises. Rappelons ces gouvernements : gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau, gouvernement Mitterrand-Fabius-Crépeau, gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, gouvernement Mitterrand-Cresson-Soisson.

CONTRE LA VOLONTE DES MASSES EXPLOITEES

Pourtant, en 1981, la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse votaient François Mitterrand pour chasser Giscard d'Estaing, président sortant se représentant, candidat unique, au second tour, des partis bourgeois et parce que Mitterrand était le principal dirigeant du Parti Socialiste ; en 1988, elles l'élaient à nouveau pour interdire à Jacques Chirac, alors premier ministre, d'accéder à la présidence de la République. Par deux fois, usant de ses pouvoirs, Mitterrand dissolvait l'Assemblée Nationale. En 1988 ce sont les militants du PS qui lui ont imposé la dissolution. Par deux fois, aux élections législatives les masses ont élu une majorité de députés du PS et du PCF. Mais en 1988, cette majorité était beaucoup plus étroite qu'en 1981. En effet, dès sa réélection, Mitterrand avait déclaré qu'il pratiquerait "l'ouverture au centre". C'est-à-dire qu'il constituerait un gouvernement de coalition entre le PS et des groupes, des hommes politiques de la bourgeoisie ; ce que les grandes masses venaient de condamner. Il faisait tout pour que le PS ne retrouve pas la majorité absolue de députés que ce dernier avait obtenue en 1981.

C'était absolument clair. Les masses ne voulaient plus de représentants de partis bourgeois au pouvoir. Elles voulaient un

gouvernement sans représentants d'organisations et de partis bourgeois ; un gouvernement composé de ministres désignés par la majorité PS-PCF, répondant devant elle, la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse (la majorité PS-PCF répondant également devant les masses). D'un tel gouvernement elles auraient exigé qu'il satisfasse leurs revendications, pratique une politique correspondant à leurs besoins et aspirations, ce qui n'est possible qu'en rompant avec la bourgeoisie et en s'engageant sur la voie qui mène au socialisme. En se déclarant souveraine, la majorité PS-PCF aurait, du même coup, prononcé l'arrêt de mort de la Ve République.

LE GOUVERNEMENT CHIRAC ET SA DEFAITE

Les liens du PS et du PCF avec la bourgeoisie leur ont fait endosser les habits de la Ve République. Dès 1981, Mitterrand a formé un gouvernement de collaboration des classes au service de la bourgeoisie, respectant et renforçant, autant que possible, la société et l'Etat bourgeois, "gérant honnête et loyal du régime capitaliste" déjà en crise et par conséquent frappant économiquement et socialement la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse. Très rapidement, lors de différentes élections, la réprobation de celles-ci s'est manifestée par un abstentionnisme croissant, la perte de voix en nombre et en pourcentage des candidats du PS et du PCF. Aux élections de mars 1986, le RPR et l'UDF obtenaient la majorité à l'Assemblée Nationale et le Front National un fort contingent de députés. Mitterrand appelait alors au poste de premier ministre Jacques Chirac.

Chirac et son gouvernement ne cachaient pas leur objectif : réaliser ce qu'aucun gouvernement de la Ve République n'avait réussi à réaliser jusqu'alors, le corporatisme. Mais en novembre-décembre 1986, le mouvement des étudiants et des lycéens exigeant l'annulation du projet de loi Devaquet, a brisé les ailes du gouvernement Chirac. Ce mouvement était solidement uni. Il était dirigé par une "coördination" (en réalité un véritable comité de grève) les représentant tous et englobant leurs organisations. Par deux fois, des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens ont, à son appel, manifesté vers l'Assemblée Nationale. Finalement, le gouvernement Chirac a capitulé lorsque, les étudiants faisant appel aux centrales syndicales, l'ensemble du corps enseignant s'appretait à engager la grève générale des enseignants et que la grande masse des travailleurs était sur le point de déferler dans une formidable manifestation, eux aussi en direction de l'Assemblée Nationale. La défaite de Chirac et de son gouvernement face aux étudiants préluait à sa défaite aux élections présidentielles.

POUR QU'ILS NE REVIENNENT PLUS

Une fois encore, après mai 1988, Mitterrand a formé des gouvernements au service du capital que les députés du PS ont couverts, des gouvernements dont la majorité à l'Assemblée Nationale est à géométrie variable, (une fois des "centristes", une autre fois le groupe du PCF leur assurant une majorité, d'autres fois, ils ont recouru à l'article 49 ter). Au gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson a succédé le gouvernement Mitterrand-Cresson-Soisson. Il ne fait qu'aggraver la politique anti-ouvrière au service du capital. Bientôt, ce seront les élections régionales. Toutes les élections partielles l'indiquent : elles seront marquées par la défaite du PS et du PCF. Le processus sera engagé vers le retour d'une majorité RPR-UDF à l'Assemblée Nationale, flanquée d'un puissant groupe du Front National et la venue au pouvoir d'un gouvernement ultra-réactionnaire qui reprendra les projets du gouvernement Chirac de 1986 : instaurer le corporatisme.

Depuis 1981, les dirigeants des confédérations syndicales ouvrières, des fédérations, des syndicats (FO - CGT- FEN) ont les moyens d'en finir avec ces gouvernements au service du capital et d'imposer à la majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale qu'elle se déclare souveraine, qu'elle constitue un gouvernement PS-PCF sans ministres représentant d'organisations ou de partis bourgeois. Au contraire, ils ont siégé et siègent toujours dans les organismes d'application de la politique gouvernementale et patronale. Ils ont signé et signent maints et maints accords conformes à cette politique. Ils ont dévoyé, bousillé, conduit dans l'impasse les mobilisations, les grèves, les manifestations des travailleurs. Ils se sont opposés à ce que, par centaines de milliers, les prolétaires manifestent là où il faut manifester pour vaincre : à l'Assemblée Nationale.

Le mécanisme conduisant au retour au pouvoir du RPR et de l'UDF, flanqués du FN est enclenché. Il peut encore être bloqué et disloqué. Il reste peu de temps. Les dirigeants des centrales syndicales seront-ils contraints :

- à ne plus siéger dans les organismes de "participation" et à les boycotter ;
- à cesser d'organiser des "actions" bidon, à bousiller et de conduire dans l'impasse les combats réels de la classe ouvrière ;
- à réaliser le Front Unique (FO-CGT-FEN) sous le contrôle de l'ensemble du prolétariat ;
- à orienter toute véritable mobilisation ouvrière, vers de puissantes manifestations à l'Assemblée Nationale pour imposer à la majorité PS-PCF qu'elle prenne sur elle de satisfaire les revendications ;
- à appeler et à organiser en commun, à bref délai, une formidable manifestation à l'Assemblée Nationale pour dicter aux députés du PS et du PCF :

« Vous avez la majorité. Déclarez que vous êtes souverains. Formez un gouvernement sans représentants d'organisations, de partis bourgeois, sans "personnalités" faisant parti du personnel politique de la bourgeoisie. De ce gouvernement, nous exigerons qu'il satisfasse les revendications ouvrières, qu'il pratique une politique conforme aux intérêts du prolétariat, de la population laborieuse, de la jeunesse »

Le temps presse. La discussion sur le budget est peut-être la dernière occasion de réaliser cette manifestation.

Le 8 novembre 1991